



## MÉTÉO SAHEL ET AFRIQUE DE L'OUEST

ANALYSE DE L'ACTUALITÉ POLITICO-SÉCURITAIRE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

JUILLET & AOÛT 2024

A la suite des derniers développements politico-sécuritaires en Afrique de l'Ouest et au Sahel, la Publication « Météo Sahel » développée par le Timbuktu Institute, revient cette fois-ci avec une analyse des récents évènements marquant l'actualité régionale. En pleins débats sur l'immigration irrégulière, le phénomène revient de plus belle, avec des ravages au sein de la frange la plus jeune, comme signe, entre autres, de l'inefficacité des politiques publiques en matière d'emploi. Au même moment, l'élection, en tant que moyen d'expression populaire dans une démocratie, est intimement liée à la question de la violence politique en Afrique, si bien qu'en aval, les manifestations violentes, voire en amont, semblent s'ériger en règle. Dans les pays qui se sont soustraits de cette tradition électorale au travers des transitions qui perdurent, l'instabilité se profile avec des modifications des lois fondamentales largement décriées. Pendant ce temps, la menace terrorisme est loin de s'estomper, compte tenu de la multiplication des attaques dont certaines sont qualifiées d'inédites au regard du lourd bilan humain. La Météo politico-sécuritaire des mois de Juillet et Août se caractérise par une analyse dynamique de l'actualité, relevant des similitudes d'un pays à un autre et des antagonismes diplomatiques que les États lèvent progressivement.

# MAURITANIE

## Élections et tensions politiques passent et les problèmes demeurent entiers

La réélection du Président Ghazouani est passée sans surprise devant une opposition dispersée. Alors que les manifestations populaires de rejet des résultats des élections se poursuivaient, le communiqué de la Commission de l'Union africaine du 02 juillet, félicitant le président sortant Mohamed Cheikh El Ghazouani pour sa réélection, témoigne de la validation « internationale » des résultats de cette présidentielle par l'Union Africaine. Parmi les enjeux de cette élection, la présidence de l'Union Africaine était de taille. Le président mauritanien, candidat pour sa réélection dans son pays, qui occupe le poste de président de l'Union africaine aurait entraîné dans sa défaite, un chamboulement certain à la tête de cette organisation africaine.

Comme le redoutaient les observateurs, des violences politiques ont éclaté dans plusieurs villes dont Kaédi, Rosso Zoueirat et Boghé, des bastions de l'opposition. C'est à la suite de l'appel à manifestations et rassemblements pacifiques du principal opposant, Biram Dah Abeid qui a rejeté les résultats de l'élection présidentielle en accusant de corruption les autorités et la Commission électorale, lors d'un point de presse le 02 juillet. Ces violences post électorales ont causé la mort de trois individus, plusieurs blessés et de nombreuses arrestations. Néanmoins, dans son communiqué du 09 juillet, le ministère mauritanien de l'intérieur avait assuré que tous les manifestants nationaux ayant participé aux violences post électorales étaient libérés et que ceux étrangers ont été placés en détention « en attendant l'achèvement des procédures légales applicables ».

Après la ré-investiture du Président Ghazouani, la nomination de Mokhtar Ould Diay au poste de Premier Ministre du nouveau Gouvernement est acté le 2 août pour ce désormais ancien ministre chargé du Cabinet présidentiel et Coordinateur de campagne lors des élections législatives 2023. Cette nomination est également lue comme une « rupture avec l'administration précédente ». Expert en finances publiques, le nouveau premier ministre est surtout attendu sur les réformes économiques profondes à entreprendre. Pour y arriver et relever les nombreux défis, la formation du Gouvernement, le 06 août, serait fondée sur les compétences, l'expertise et l'expérience des vingt-neuf ministres nommés, non sans la promotion de jeunes.

Par ailleurs, l'état de santé de l'ancien Président, Mouhamed Ould Abdel Aziz, est jugé critique par ses avocats. Ces derniers dénoncent la situation « d'isolement complet » dont est victime leur client qui est détenu dans des conditions indignes. En outre, la demande de mise en liberté introduite par les avocats de l'ancien Président pour raisons sanitaires est rejetée. Lors de la conférence de presse qu'ils ont tenue le 17 août, Me Clédor Sène et ses collègues ont déploré le silence de la communauté internationale et des ONG de défense des droits de l'homme.

Le 16 août, Réuni lors d'une session extraordinaire, le parti au pouvoir, INSAF, a élu son nouveau Président. Ainsi, Sid Ahmed Ould Mohamed succède à Melainine Ould Eyih. Cet ancien ministre du logement estime que l'une des urgences est « la construction d'un Etat de droit et d'institutions efficaces ».

Par ailleurs, la migration continue de poser de véritables problèmes à la République Islamique. En effet, en mer, la lutte contre le phénomène migratoire clandestin demeure une préoccupation majeure pour les pays européens et une question centrale dans les relations internationales. C'est dans cette logique que s'inscrit la tournée africaine du Premier ministre espagnol dont les étapes furent la Mauritanie, la Gambie et le Sénégal. Pedro Sánchez et son Gouvernement invitent leurs partenaires à davantage s'investir pour limiter les départs.

En effet, La Mauritanie est devenue le principal point de transit des candidats à l'immigration vers l'Europe. Selon le ministère espagnol de l'Intérieur, le nombre des arrivants en Espagne, par les voies maritime et aérienne, est de 31155 migrants jusqu'à la mi-août 2024, soit une hausse de 66% par rapport à l'année dernière, à la même période. L'article de CRIDEM du 06 août nous apprend également que « cette année, 13000 migrants ont embarqué depuis les côtes mauritaniennes en direction des îles Canaries ». Dès lors, le mémorandum signé par les deux pays le 28 août dans le cadre de la visite du Premier ministre espagnol, vise à réguler le phénomène migratoire en offrant un cadre de coopération pour traiter les questions d'intérêt commun concernant la migration.

# NIGER

## Un an après le coup d'État, les militaires peinent toujours face aux insécurités

À l'occasion du premier anniversaire de la gestion du Gouvernement de transition par le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP), le premier ministre a tenu un point de presse le 10 août à son cabinet pour faire le bilan. Pour lui, l'union du peuple autour du CNSP est la plus grande satisfaction à noter au sortir de cette année spéciale, car toutes les composantes de la société se sont constituées en bouclier autour de la nation. Pour lui, gérer les affaires courantes et s'assurer du bon fonctionnement du pays dans tous les secteurs, en ne comptant que sur ses propres forces, serait la preuve que le Niger n'aurait besoin d'aucune aide extérieure. D'ailleurs, le premier ministre s'est également félicité du départ des forces armées étrangères du sol nigérien et la reprise de la coopération entre le Niger et les institutions financières. La solidarité des pays africains et ceux étrangers comme la Chine a été aussi d'un grand soutien lors de l'imposition de l'embargo, soutient-il.

Cependant, le 25 juillet, à la veille de l'anniversaire du putsch, la gestion du Gouvernement de transition est critiquée par les défenseurs des droits de humains. En effet, Human Rights Watch, Amnesty internationale et la Fédération

internationale pour les droits humains, constatent « les droits humains en chute libre » au Niger et demandent la libération de tous les détenus politiques et le respect des libertés fondamentales, celles des médias surtout.

Une semaine après cet anniversaire, c'est le premier remaniement technique de l'équipe gouvernementale qui fait actualité le 17 août. En effet, le limogeage du ministre du pétrole, Barké Bako Mahaman Moustapha, sans raisons connues, a donné lieu à diverses spéculations. Son remplacement par le Dr. Sahabi Oumarou, s'inscrirait dans une volonté de réformes et d'initiatives pour une gestion optimale des ressources pétrolières et une meilleure politique énergétique.

En début juillet, au nord-ouest du Niger, l'attaque d'une base des forces de défense et de sécurité (FDS) nigériennes positionnée dans le cadre de l'opération SHARA, à Tahoua, a causé la mort d'au moins six militaires. Le bulletin d'information diffusé par les FAN (forces armées nigériennes) précise que la riposte a poussé l'ennemi à se replier. Un précédent communiqué à la date du 3 juillet, informait de l'arrestation d'une centaine de terroristes en réaction à l'attaque meurtrière orchestrée dix jours avant par la Coalition des groupes armés.

Dans la région de Méhana, de graves exactions ont couté la vie à 14 civils (le 13 août), particulièrement à Gangania, Amara, Mamassey, Tchibi Bero, Tchibi Kaina, et Bandabarey, des localités proches de la zone dite des trois frontières. L'opération « lakal-Kaney » a permis d'arrêter deux terroristes et de récupérer du bétail volé. À Torodi également, dans la région de Tillabéri, un criminel notoire fut arrêté par les FDS à la suite d'affrontements contre des terroristes. À Dosso Kourégou, un village de cette région, sept civils ont trouvé la mort dans l'attaque de terroristes à moto.

À la prison de Koutoukalé, des détenus dont des terroristes se sont échappés de la prison de haute sécurité avec des armes suite à une mutinerie le 11 juillet. Cet événement peut témoigner de la fragilité de la sécurité dans ce pays, à l'intérieur comme dans les zones frontalières.

Causée par divers facteurs tels que les conflits, les changements climatiques, l'instabilité économique et les maladies, l'insécurité alimentaire qui touche 3,4 millions de personnes est l'autre menace qui pèse sur le Niger.

Sur le plan international, la guerre entre l'Ukraine et la Russie semble s'être invitée au Sahel. Au Mali, le soutien de l'Ukraine à des groupes armés pour affronter Wagner, est à l'origine de crises diplomatiques sans précédent. En réaction, le Niger, membre de l'Alliance des États du Sahel, a annoncé la rupture, avec effet immédiat, de ses relations diplomatiques avec l'Ukraine.

D'une manière générale, la situation sécuritaire s'est considérablement détériorée avec le Gouvernement de transition qui fête son anniversaire à la tête du Niger dans un contexte où « le nombre d'attaques djihadistes a augmenté », démontrant que le problème d'insécurité est loin de connaître son épilogue. Le retrait des troupes américaines, un pilier de la lutte contre les insurgés dans la région du Sahel, a probablement eu des effets sur le contrôle de cet espace.



# CÔTE D'IVOIRE

## Entre tractations électorales et pressions sécuritaires

En Côte d'Ivoire, les tractations politiques continuent d'alimenter l'actualité. Des alliances voient le jour surtout au sein de l'opposition, où le slogan semble être "tout sauf ADO" ou encore s'allier même avec le "diable" pour contrer le président sortant. Pour preuve, l'appel de Bonoua a eu un écho favorable dans la mesure où le leader de Générations et Peuples Solidaires a décidé, à travers un communiqué sorti le 9 août pour rejoindre la dynamique lancée par Gbagbo pour une unité et un rassemblement au sein de l'opposition. En effet, Guillaume Soro est prêt à "engager des discussions pour définir les modalités d'une collaboration sincère avec le Parti de peuples africains de la Côte d'Ivoire (PPA-CI) ainsi qu'avec toutes les forces politiques de l'opposition" pour, dit-il, parvenir à des "élections transparentes et libres" (Communiqué). Cette union au sein de l'opposition a pour objectif de mettre un terme au règne d'Alassane Ouattara. En l'état actuel, ces deux figures importantes de l'opposition restent inéligibles pour l'élection présidentielle à venir. Les deux principaux leaders de l'opposition, malgré leurs antagonismes, ont décidé de s'unir pour exiger une réforme du code électoral. En effet, une conférence de presse conjointe avec la société civile a été organisée le 9 août dernier pour s'unir et exiger ainsi une réforme du système électoral avant les présidentielles de 2025.

Il est à noter que l'économie est en train de décoller mais la pauvreté continue toujours de gagner du terrain. C'est pourquoi, la lutte contre la pauvreté est aussi un des axes phares des déclarations des candidats, mais également l'éducation, la santé et l'agriculture, entre autres.

La situation sécuritaire a été au-devant de la scène médiatique durant ces deux derniers mois. Les autorités semblent prendre à bras-le-corps cette lancinante problématique qui continue d'inquiéter les populations notamment au Nord. Devant les représentants du peuple ivoirien réunis en congrès en juin dernier, le Président de la République a tenu à rappeler que l'indice de sécurité est passé de 6,8 en 2012 à 1,2 en 2024, traduisant une avancée considérable "malgré la situation sécuritaire difficile dans la sous-région". Par la suite il ajoute, "Nous ne ménagerons aucun effort pour que la Côte d'Ivoire continue de demeurer une terre de paix, d'hospitalité et de sécurité pour toutes ses filles et tous ses fils, ainsi que pour tous les habitants de notre beau pays ; car sans paix, il ne peut y avoir de développement durable" (Discours ADO devant le parlement, le 18 juin 2024).

Au titre de la menace djihadiste, les autorités du pays gèrent les urgences sécuritaires qui ont trait à la menace persistante au nord, de même que l'accueil des réfugiés burkinabè.

A cet effet, elles ont décidé de renforcer l'arsenal juridique en mettant en place une nouvelle section antiterroriste à Abidjan. A en croire le porte-parole du gouvernement, ce dispositif juridique "vise à traiter les actes de terrorisme, ainsi que les crimes liés directement à cette menace et ceux relevant de la criminalité organisée".

Cette initiative intervient au moment où la tension monte entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Pour cause, l'accusation du capitaine Traoré d'un complot qui serait orchestré depuis Abidjan et Cotonou. Au courant du mois de juillet, la Côte d'Ivoire a refoulé au mois 173 exilés du Burkina Faso au Nord du pays où les flux migratoires s'accroissent ces derniers temps.

Pour ce qui est de la santé publique, à la date du 20 août, 28 cas de variole du singe ont été répertoriés par l'INHP. D'après des sources sanitaires, la situation n'est pas pour le moment alarmante. Cette épidémie est en train de faire des ravages notamment en Afrique depuis le début des cas enregistrés dans au moins 13 pays Africains.

# BURKINA FASO

## Entre recrudescence des attaques terroristes et incertitudes sur la transition

A l'issue du conseil des ministres du 21 août 2024, le gouvernement de transition a décidé de retourner à la devise du pays du temps de Thomas Sankara : "La patrie ou la mort, nous vaincrons". Cela témoigne de la vision souverainiste du capitaine Traoré et ses souteneurs qui manifestent le besoin de "renforcer le sentiment patriotique" mais également de "faire revivre la flamme de l'engagement citoyen".

Pendant ce temps, les groupes extrémistes continuent de semer la terreur. Le 24 août dernier, environ 300 personnes sont mortes dans la province de Sanmatenga, perçue comme la "plus cinglante attaque terroriste, jamais perpétrée au Burkina Faso. En effet, cette attaque ô combien meurtrière a plongé la zone dans un désarroi profond, aggravant ainsi les inquiétudes des populations quant à la menace djihadiste. Le Conseil de sécurité de l'ONU a, pour sa part, tenu à condamner cette attaque revendiquée par le JNIM, une aile de Al-Qaïda présente dans la zone du Liptako-Gourma et qui tente de conquérir de plus en plus de territoires.

Avant cet événement, un autre attentat terroriste a été enregistré à l'est du pays le 8 août dernier vers Diapaga. Il s'agit d'une embuscade qui a fait au moins 100 morts du côté des soldats. Ces attaques répétitives appellent à un sursaut, aussi bien au niveau de l'État qu'au niveau des populations locales. Le gouvernement, quant à lui, semble être depuis quelque temps dans une posture de crever l'abcès.

Le ministre de la défense a affirmé que l'État est désormais au contrôle de 69% du territoire burkinabè, ce qui constitue un grand bond en avant par rapport à 2022 où 60% du territoire était sous contrôle des groupes djihadistes.

En même temps, le régime prend une tournure autoritaire dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, d'autant plus qu'un fait inédit a eu lieu au pays des hommes intègres. Il a été rapporté que des magistrats ont été réquisitionnés par l'armée afin de combattre le terrorisme qui est en train de déstabiliser le Burkina Faso. Cependant, cette décision n'est pas bien accueillie par bon nombre d'observateurs et d'acteurs de la société civile, qui y voient une atteinte grave à l'indépendance de la justice. A titre illustratif, le mouvement « Servir et Non se Servir » a tenu à dénoncer ce qu'il qualifie d'enrôlement forcé de nature arbitraire et punitive qui constitue un précédent dangereux pour le pays. Dans la même veine, les membres du syndicat des magistrats du pays dénoncent cet acte qui constitue à la fois une humiliation et une intimidation et s'inquiètent par la même occasion de l'avenir de la justice avec le régime actuel.

De l'autre côté, les supputations vont de plus belle sur la durée de la transition. Pour beaucoup d'observateurs, l'heure n'est pas encore à l'organisation d'élections pour remettre le pouvoir aux civils.



A l'issue des conclusions des Assises nationales de Ouagadougou boycottées par la plupart des partis de l'opposition, le chef de la transition dirigera encore le pays pour 5 années supplémentaires à compter du 2 juillet 2024. Cette prolongation a créé une polémique au sein de la classe politique et de l'opinion qui continuent de croire que le capitaine Traoré est dans une posture de vouloir rester au pouvoir malgré les directives de la Charte de la transition. Les autorités de la junte sont accusées par une certaine société civile d'avoir prorogé la transition sans, au préalable, l'avoir évaluée.

# TCHAD

## Sous les eaux, N'Djamena arrange sa politique étrangère

Le Tchad continue bon an, mal an, de faire face à la poussée terroriste. Début juillet, l'armée tchadienne a déclaré avoir mené des opérations dans la province du Lac Tchad, qui ont permis d'une part, de neutraliser plus de 70 terroristes et de détruire la plus importante base de Boko Haram dans la zone, d'autre part. Celle-ci renfermait cinq campements, à en croire l'armée. Par ailleurs, Washington a appuyé l'armée tchadienne en équipements de communication. Ainsi, chargeurs radio Harris, la radio Harris multi-bandes, petites table-lettres de renseignements et des informations de terrain, ainsi que des appareils de contrôle de systèmes et d'analyse des avions, ont été offerts par l'armée américaine.

Pendant ce temps, le pays doit faire face à de grandes inondations. En effet, au nord du pays dans la province de Tibesti, des pluies diluviennes « ont emporté des milliers de boutiques et de véhicules », informe l'Agence France Presse (AFP). Bilan : au moins 60 morts. Ces eaux n'ont pas épargné la capitale N'Djaména. Les averses torrentielles ont endommagé de nombreuses infrastructures publiques et privées, et ont rendu certaines routes principales impraticables.

Parallèlement, les dissensions communautaires entre agriculteurs et éleveurs, ne montrent pas de signe d'apaisement. Bien au contraire. Le dernier incident en date, est celui dans la sous-préfecture de Goré, dans la région du Logone Oriental au sud du Tchad. En effet, six personnes ont été tuées et quatre autres blessées dans de nouveaux violents affrontements. Entre 2021 et 2024, l'ONG International Crisis Group a recensé 1 230 morts et plus de 2 000 blessés, dus aux violences agropastorales dans le sud et le centre du pays.

Sur le plan diplomatique, N'Djaména et Tripoli essaient de recoller les pots cassés, dans l'objectif de raffermir la coopération entre ces deux pays, liés par de forts liens historiques. C'est dans cette optique que les discussions entre le président tchadien et le chef du gouvernement libyen d'union nationale, ont notamment porté sur la réouverture des représentations diplomatiques respectives, ainsi que la construction de cadres de concertation au sujet de la sécurité transfrontalière. De plus, le ministère tchadien des Affaires étrangères a indiqué que N'Djaména avait rapatrié, par vol spécial, 157 de ses ressortissants détenus en Libye voisine, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) les Nations Unies et l'État libyen.

D'un autre côté, deux mois après la présidentielle, l'opposant Succès Masra est enfin sorti de son mutisme. Lors d'un live sur les réseaux sociaux, l'ancien premier ministre n'a pas manqué de fustiger le dénouement du processus électoral. « Ils étaient minoritaires, mais ils avaient une arme de destruction pour tenter d'étouffer ce peuple majoritaire (...) En violant des lois, en refusant de mettre à la disposition des candidats, le fichier des résultats, en refusant de mettre à disposition des copies des procès-verbaux, en empêchant les gens de filmer les procès-verbaux », a-t-il déploré. A ce propos, la plateforme des partis politiques de l'opposition dénommée « GCAP » (Groupe de concertation des partis politiques), a publié un manifeste, pour fustiger les textes sur le nouveau découpage administratif et électoral. Des textes dénoncés comme « irréguliers et iniques » par le GCAP.

Dans la même période, la suspension du principal média d'informations « Tchadinfos », a suscité moult réactions. Pour cause, « une plainte de monsieur Abakar Manany, ancien conseiller du chef de l'Etat, exigeant le retrait de tous les articles le concernant, ce que Tchadinfos a refusé », renseigne l'Association des médias en ligne du Tchad (AMET).

Selon le directeur général de Tchadinfos, Mamadou Djimtebaye, le plaignant aurait « saisi à travers ses avocats en Afrique du Sud, notre hôte, qui se trouve aux Etats-Unis, pour nous suspendre ». Par la suite, le rédacteur en chef du média, Oumar Ali Badour, a été arrêté le 7 août, détenu par les services de renseignement, puis relâché 24 heures plus tard.

Enfin, une enquête préliminaire visant le président Mahamat Idriss Déby Itno pour des soupons de biens mal acquis, a été ouverte en France. Cette instruction fait suite aux révélations du média français Mediapart, qui en novembre 2023, faisait état de dépenses s'élevant à plus de 900 000 euros pour l'achat de costumes, de chemises et de vêtements de luxe. Selon l'enquête, ces versements provenaient d'une mystérieuse société nommée MHK Full Business, enregistrée à N'Djamena et possédant un compte à la Banque commerciale du Chari (BCC).

# BÉNIN

## Dégel entre Cotonou et Niamey, pression sécuritaire au nord

Les relations diplomatiques entre le Bénin et le Niger sont sur la voie d'un manifeste dégel. Tout d'abord, la médiation des anciens présidents béninois, Nicéphore Soglo et Yayi Boni, fut de bon augure. De retour à Cotonou, ils ont été également reçus par le chef de l'Etat béninois, Patrice Talon. Il est ressorti de cette rencontre, une volonté d'établir « des diligences à mener pour un rétablissement rapide du dialogue souhaité par toutes les parties ».

Par la suite, le chef de la transition nigérienne Abdourahamane Tiani a dépêché une délégation pour rencontrer le président béninois. Les autorités nigériennes proposent d'ailleurs la mise sur pied d'une commission tripartite, pour se pencher sur le règlement de la crise. Autre signe de décrispation : nommé depuis juin 2023, le nouvel ambassadeur béninois près du Niger, a enfin pu déposer ses lettres de créance. De plus, à en croire certaines sources, le chargement du pétrole brut nigérien depuis l'oléoduc de Sémé Kpodji, pourrait bien reprendre. Toutefois, la frontière entre les deux pays reste toujours officiellement fermée même si le Bénin et le Nigeria ont entre temps ouvert une voie de contournement, pour faciliter la circulation des marchandises.

Au nord du pays, la menace djihadiste continue de se dessiner de plus en plus clairement. Dans la nuit du 24 au 25 juillet, une attaque terroriste dans le parc national W, a causé la mort d'au moins cinq rangers et sept soldats, selon l'ONG African Parks. Cette organisation sud-africaine, spécialisée dans la gestion des parcs en Afrique, s'occupe depuis 2017 de ceux du Bénin. Pour rappel, en janvier 2024, le gouvernement béninois faisait état d'un bilan de 43 civils et 27 militaires tués, dans les attaques djihadistes.

Par ailleurs, l'actualité béninoise a été rythmée par une affaire pour le moins rocambolesque : « l'affaire Frère Hounvi ». De son vrai nom Steve Amoussou, « Frère Hounvi » - qui était depuis en exil au Togo - est particulièrement connu pour ses critiques mordantes envers la gouvernance du président Talon. En effet, au soir du lundi 12 août, le cyberactiviste a été « enlevé » à Lomé par des individus encagoulés, embarqué, puis détenu à la brigade économique et financière de Cotonou. L'opinion publique nationale alertée, l'opposition béninoise n'a pas manqué dans la foulée d'appeler à la mobilisation pour la libération de « Frère Hounvi ». De même, la société civile togolaise a également manifesté son indignation contre cette arrestation, jugée « grave violation

des règles qui régissent les conditions d'interpellation. » Finalement apparu, le 20 août à la barre de la Criet (Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme), « Frère Hounvi » est poursuivi pour « provocation directe à la rébellion, initiation et publication de fausses nouvelles sur les réseaux sociaux et harcèlement par voie électronique. » Il sera jugé le 7 octobre prochain.

Au lendemain de la fête d'indépendance, le président a gracié 27 militants de l'opposition interpellés et jugés après les violences électorales de 2019 et 2021. Cependant, il n'y a toujours pas de libération en vue pour les deux grandes figures de l'opposition : Reckya Madougou et Joël Aïvo.

Dans le même temps, la publication d'un rapport d'Amnesty International a remis en lumière les pénibles conditions carcérales dans le pays. Selon le directeur exécutif de l'ONG : « Onze prisons ont un effectif qui varie entre trois fois et même parfois six fois leur capacité d'accueil. Il y a un manque d'eau, le droit à la santé n'est pas respecté. Plusieurs personnes, en détention, ont fait entre 5 ans et 20 ans de prison sans être jugées. »

# GUINÉE

## D'un procès historique à une transition politique incertaine, la Guinée dans la tourmente

Près de trois (03) ans après le coup d'État en Guinée, les militaires au pouvoir maintient toujours le flou sur la transition et le retour des civils au pouvoir. Pourtant, en accord avec la CEDEAO pour une période transitoire de 24 mois qui prend fin en décembre 2024, le régime militaire peine à honorer ses engagements. En effet, avec un chronogramme de dix (10) points à respecter comme préalable pour le retour des civils au pouvoir, en mettant sur place des réformes pour la stabilité du pays et poser les bases d'un nouveau contrat social, jusque-là un seul point a été respecté à savoir « l'élaboration d'une nouvelle Constitution ».

A peine la première mouture de la nouvelle Constitution publiée, la classe politique est divisée par ce texte. Si le pouvoir défend une Constitution pour « la postérité », l'opposition dénonce un texte « taillé sur mesure » pour le chef de la junte ; ce qui pourrait lui permettre de briguer la magistrature suprême. Ces suspicions s'inscrivent dans la lignée des faisceaux d'indices concordants observés sur la scène politique guinéenne depuis un certain temps. Au titre desdits indices, figure l'absence de dispositions transitoires, relatives notamment à l'article 46 de la charte de transition, sur le projet constitutionnel. Cet article dispose que « le Président et les membres du Comité National du Rassemblement pour le Développement (CNRD) ne peuvent faire acte de candidature ni

aux élections nationales ni aux élections locales qui seront organisées pour marquer la fin de la Transition » avant d'ajouter que « la précédente disposition n'est susceptible d'aucune révision ».

Par ailleurs, il faut noter la volonté d'affaiblir les principaux partis d'opposition qui ont âprement rivalisé, avec l'ancien parti au pouvoir, toutes les élections ces dix dernières années. La plupart de ces partis politiques font face à une « persécution judiciaire » ou voient leurs leaders contraints à l'exil. A cela s'ajoute la restriction des espaces de liberté, des disparitions forcées et les arrestations arbitraires de toutes les voix dissidentes, qui s'aventurent à critiquer la gestion des affaires publiques de la part des autorités de la transition. De plus, les infrastructures d'envergure dont les délais d'exécution sont arrimés à la fin de la transition, ce que certains interprètent comme un moyen pour les autorités de la junte de capitaliser sur un bilan matériel, sont perçus comme tremplin pour briguer le suffrage des Guinéens. L'avant-projet de Constitution, bien qu'introduisant quelques nouveautés, comme la limitation des mandats présidentiels à deux, ou encore la mise en place d'un nouveau Parlement avec deux chambres (Assemblée nationale et Sénat), ne suscitent guère d'enthousiasme.



Le débat se polarise sur la possible candidature de Mamadou Doumbouya, chef de la junte militaire, Président de la transition. C'est dans ce contexte-là que les principaux partis d'opposition et les organisations de la société civile regroupés au sein des Forces Vives de Guinée (FVG), appellent à la reprise des manifestations pour « protester contre la junte, accusée de vouloir confisquer le pouvoir ». Pour contrer ces manifestations, la junte a pris de nouvelles mesures restrictives qui risquent de faire durer le bras de fer entre le pouvoir et l'opposition.

A la suite d'un procès historique, la justice guinéenne vient de rendre un verdict qui va faire écho sur le continent, salué par l'ensemble des organisations de lutte pour les droits de l'homme. La Cour a ainsi jugé et condamné des leaders politiques accusés de « crime contre l'humanité », à la suite des événements du 28 Septembre 2009. Ces crimes ont été perpétrés par les forces de sécurité pour réprimer une manifestation politique organisée par l'opposition à Conakry, contre la volonté du chef de la junte militaire d'alors, de se présenter à l'élection présidentielle. Cette répression a marqué une page sombre de l'histoire moderne de la Guinée ; mais, par ce procès, la justice a rendu « un verdict historique » comme l'a déclaré Human Rights Watch.

# TOGO

## Entre menaces sécuritaires persistantes et réformes politiques

Le Togo est à la croisée des chemins entre lutte contre le terrorisme et réformes politiques. La pression sécuritaire due à l'avancée des groupes terroristes du Sahel vers les pays côtiers a exposé le pays aux attaques djihadistes. Le nord, frontalier au Bénin et au Burkina Faso, paye le tribut de la violence extrémiste orchestrée par les combattants de l'État Islamique au Grand Sahara (EIGS) et ceux du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM). Face à la montée de la furie djihadiste, le gouvernement togolais se veut résilient dans la lutte contre l'extrémisme violent en adoptant une approche mixte.

Ainsi, pour répondre à cette crise, il allie l'approche militaire avec les stratégies de sécurité humaine. Cette dernière s'est matérialisée par l'adoption, en 2022, du programme d'urgence pour la région des Savanes. Celui-ci vise à réduire les inégalités sociales entre les grandes villes et les régions frontalières dans le but de lutter contre la marginalisation qui mène vers l'extrémisme. En plus, les autorités locales ont intégré dans leurs plans de développement communaux, la prévention de l'extrémisme qui vise à intégrer « les aspects sécuritaires dans les projets de développement pour mieux protéger les populations locales et garantir un développement durable dans un contexte de vulnérabilité accrue », selon le lieutenant-colonel Yanani Tiekabe.

Malgré les efforts déployés dans la lutte contre le terrorisme dans le nord du pays, le Togo a subi une nouvelle attaque au courant du mois d'août ; bien que l'armée togolaise ait beaucoup misé sur l'anticipation en utilisant du renseignement humain pour déjouer les projets d'attentats des groupes extrémistes. Cependant, les approches de développement durable sont pertinentes dans la lutte contre l'extrémisme violent dès lors qu'elles sont utilisées comme moyens préventifs, afin que les groupes djihadistes ne trouvent, au sein des communautés locales, un terreau fertile pour leur développement. Les groupes djihadistes profitent souvent des contextes politiques tendus où les opinions publiques sont préoccupées par d'autres impératifs pour avancer discrètement.

Les opinions publiques au Togo sont polarisées avec les réformes politiques entre une nouvelle Constitution, l'intégration du pays au Commonwealth, la démission du gouvernement et la nomination d'une nouvelle équipe gouvernementale de transition pour l'instauration complète de la 5ème République. Face à ces réformes et les incertitudes qui l'accompagnent, les périodes de transition peuvent conduire à des troubles politiques.

La nouvelle Constitution, qui marque la fin du régime présidentiel vers un régime parlementaire, a été adoptée par voie parlementaire, dans une assemblée nationale « monocolore » à la suite du boycott des élections législatives par l'opposition togolaise en 2018. D'ailleurs, le boycott de ces élections par les principaux partis d'opposition, semble créer un fossé entre les électeurs et les organisations politiques qui peinent depuis lors à mobiliser les masses populaires face à ce qu'elle qualifie « de coup d'État constitutionnel » de la part du pouvoir.

# CAMEROUN

## Un pays sur plusieurs fronts...

Au Cameroun, le groupe terroriste Boko Haram perd du terrain ces dernières semaines avec la reddition de près de 300 combattants qui ont déposé les armes et se sont rendus à la Force multinationale mixte (FMM). Malgré cette dynamique positive, les affrontements n'ont pas cessé pour autant comme dans la localité de Dzamadzaf proche de la frontière avec le Nigeria où l'on dénombre 2 morts à la suite de l'attaque meurtrière perpétrée par des éléments du groupe armé Boko Haram qui ont ensuite pris la fuite au Nigeria voisin après leur exaction.

Pendant ce temps, un conflit intercommunautaire dans l'extrême nord du pays opposant les habitants de Doré Cissou, appartenant majoritairement à l'ethnie Massa et les habitants de Dama composés principalement par l'ethnie Mousgoum, a causé la mort de deux personnes et d'une quinzaine de blessés dans un affrontement d'une extrême violence.

Au-delà de la question terroriste et des velléités intercommunautaires, on note de grandes difficultés pour l'opposition après l'approbation des législateurs pour repousser les élections législatives et locales jusqu'en 2026. En effet, cette décision aura un impact significatif sur l'élection présidentielle de 2025,

car le code électoral du pays dispose qu'un candidat à la présidentielle doit être désigné par un parti politique représenté à l'Assemblée nationale, au Sénat, au Conseil régional ou municipal, ou obtenir la recommandation d'au moins 300 personnalités. Maurice Kamto, principal challenger de Biya en 2018, ne semble pas satisfait de ces conditions, vu que son parti avait boycotté les dernières élections municipales et législatives faute de réformes électorales. Avec cette adversaire de taille en moins, il semblerait que la voie est toute tracée pour le Président nonagénaire.

De plus, un arrêté préfectoral signé par le Préfet du Département du Mfoundi, suscite une vive controverse et soulève des inquiétudes majeures concernant les droits et libertés des citoyens Camerounais. Ce document, portant interdiction de séjour temporaire dans le Département du Mfoundi pour toute personne appelant au soulèvement contre les institutions de la République ou outrageant dangereusement celles-ci, a été perçu par l'opposition camerounaise comme une dérive autoritaire inquiétante. Cette perception serait-elle partagée par le Chef des droits de l'homme de l'ONU en visite au Cameroun qui a particulièrement mis l'accent sur la lutte contre l'impunité dans ce pays et affirme qu'elle est « absolument essentielle » pour renforcer la confiance entre les citoyens et l'Etat.

# GAMBIE

## Des dossiers brûlants devant les juges civils et militaires

Après de nombreuses années de tiraillements judiciaires, les familles de la quarantaine de migrants massacrés en 2005 sur le sol gambien, reprennent espoir avec la décision de la CEDEAO qui somme les autorités ghanéennes de divulguer toutes les informations relatives à ce massacre de ces migrants qui étaient en route pour l'Europe et qui ont accosté en Gambie avant d'être arrêtés puis exécutés par les forces de sécurité de l'ancien Président Yahya Jammeh. A l'époque une enquête avait été ouverte ; mais les conclusions sont restées secrètes jusqu'à aujourd'hui. C'est donc avec beaucoup d'espoir que les familles des victimes ont accueilli la décision.

Dans le même temps, des autorités, au plus haut sommet de l'État, n'échappent pas à la justice. Le cas de l'arrestation d'un ancien général, membre présumé de l'escadron de la mort surnommée « Jungler », une unité paramilitaire chargée d'exécuter des assassinats illégaux pour intimider la population et réprimer l'opposition sous Yahya Jammeh est un exemple patent. Cet ex-général de la brigade Bora Colley avait pris la fuite après la chute du Président Jammeh en 2017. Un communiqué de l'armée gambienne nous informe que le prévenu s'est rendu lui-même à la police militaire. Il a depuis été arrêté et semble coopérer avec la police militaire dans les enquêtes le concernant.

# SÉNÉGAL

## Le « Projet » et chantier des réformes à l'épreuve de la gestion quotidienne du pouvoir

Au Sénégal, le Président Bassirou Diomaye Faye dresse un premier bilan après cent jours passés au pouvoir. L'occasion pour le leader de « Gem sa Bopp », Bougane Gueye de revenir sur ce qu'il appelle « les échecs du nouveau régime » surtout concernant les mesures prises depuis son élection. Le leader de Gueum Sa Bopp parle d'un « projet illusoire » face à « une misère accrue » pour décrire un bilan sombre du nouveau régime dirigé par Bassirou Diomaye Faye avec, notamment l'immigration clandestine qui continue de faire des victimes aux larges des côtes sénégalaises, et les inondations en période d'hivernage toujours en attente de solutions.

Au moment où les critiques se multiplient, le Président Bassirou Diomaye Faye annonce des réformes « systémiques » tant sur le plan national que régional. Au Sénégal, le Président n'a pas manqué de rappeler la place que lui et son gouvernement comptent donner à la justice lors de la cérémonie de clôture des assises de la Justice dont le rapport général a relevé des consensus, mais également des désaccords sur certains points. Au sortir de cet évènement, 30 recommandations sont retenues, dont la mise en place d'une Cour constitutionnelle autonome en lieu et place du Conseil constitutionnel avec des membres élus et non nommés par le Président de la République.

De plus, la première participation du Président Diomaye Faye au sommet de la CEDEAO a été l'occasion pour le nouveau président élu du Sénégal de rappeler l'importance de passer à des réformes qui vont aller dans le sens de rapprocher la CEDEAO des populations de ses pays membres. Il n'a, en outre, pas manqué d'insister sur l'importance de revoir les sanctions de l'institution à l'endroit du Niger et du Mali, vu les conséquences que cela pourrait engendrer sur l'économie de ces pays. La rencontre entre le Vice-Président gambien Muhammad B.S Jallow et le Premier ministre Ousmane Sonko a également été l'occasion de parler de la CEDEAO. Ainsi le chef du gouvernement sénégalais invite les trois États de l'organisation à savoir le Mali, le Niger et le Burkina Faso, à revenir sur leur décision de la quitter, car les pays de l'Afrique de l'Ouest gagneraient plus à rester ensemble dans une même organisation.

Après la nomination d'Ousmane Sonko au poste de Premier ministre du Sénégal, il lui a été reproché de ne pas avoir effectué sa déclaration de politique générale (DPG). Pour le nouveau Premier ministre, les articles du Règlement Intérieur (RI) de l'Assemblée nationale fixant les modalités de la DPG du Premier ministre ont été supprimés depuis 2019 lors de la suppression de ce poste. D'où l'urgence de procéder à l'actualisation du RI avec une réintégration des articles en question dans le règlement intérieur.



C'est dans cette perspective qu'une initiative du groupe parlementaire de Wallu, portée par Nafissatou Diallo a été portée à la connaissance du Président de l'Assemblée nationale et dont l'objectif est d'actualiser le Règlement intérieur suite à la restauration du poste de Premier ministre.

Pendant qu'il attendait une mise à jour du règlement intérieur de l'Assemblée nationale pour sa DPG, le Premier ministre avait lancé un message à la jeunesse après l'interpellation de plus de 57 migrants irréguliers originaires de différents pays ouest-africains sur les côtes sénégalaises. Ces événements se sont produits suite à une patrouille de la marine sénégalaise à Saint-Louis au nord du Sénégal où les pêcheurs dénoncent une catastrophe écologique et économique de la plateforme gazière gérée par le groupe pétrolier britannique BP et Kosmos en raison de la raréfaction du poisson dans cette zone.

Pendant que certains reprochent au nouveau régime de faire du favoritisme avec certaines nominations, d'autres lèvent le ton, allant même jusqu'à accuser le président Bassirou Diomaye Faye et son Premier ministre de « menteurs » et de « manipulateurs ». Aussi, la nomination de Sophie Nzinga Sy, fille de l'actuelle ministre des affaires étrangères et de l'intégration africaine à la tête de l'Agence pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat (APDA), est qualifiée de favoritisme ; accusation réfutée par le porte-parole de la présidence de la République qui parle de la méritocratie prônée par l'Etat du Sénégal à la place du népotisme dont l'Etat est accusé.

Dans un souci de transparence, le Sénégal se dote d'une Commission chargée de revoir, voire renégocier les contrats signés avec les entreprises étrangères travaillant dans des secteurs déterminants. Ladite Commission a été installée le 19 août 2024. C'est ainsi qu'une commission en charge de la révision des contrats d'hydrocarbures a été mise en place, surtout que depuis le mois de juin, le Sénégal a commencé à exploiter le pétrole, sachant que la gaz ne va pas tarder. Le but de cette Commission est de faire en sorte que l'exploitation des ressources minières, gazières et pétrolières profitent au maximum aux populations. D'où la création d'une commission d'experts indiquée par le Premier ministre.

Par ailleurs, le secteur de la Presse traverse une crise sans précédent. Deux quotidiens, ne sont plus en vente dans les kiosques au Sénégal pour des raisons économiques si l'on en croit le propriétaire de Stades et Sunu Lamb Certains parlent de blocage de comptes bancaires alors que les reporters pensent qu'ils sont plus impactés. Cela fait suite à l'appel du 14 août du Président Diomaye Faye à des « mesures de redressement appropriées » afin de contribuer à faire appliquer de façon intégrale le code de la presse et de participer au bon fonctionnement des entreprises de presse. Ce que les médias traduisent par une restriction de leur liberté de presse qui vient s'ajouter au blocage de comptes de certains organes de presse qui déplorent, par ailleurs, la crise qu'elle traverse ainsi que leurs conditions de travail jugées précaires.

# NIGÉRIA

## Entre retour de Boko Haram et l'accumulation des crises

L'actualité de juillet et août 2024 au Nigeria est marquée par des attentats et des manifestations liées à une inflation galopante. Avec les nouvelles attaques terroristes, tout porte à croire que l'accalmie n'était finalement que de courte durée. Il y a d'abord eu des attentats qui ont fait au moins dix-huit morts et des dizaines de blessés dans trois régions de l'État de Borno, que les autorités locales attribuent à Boko Haram. Bien que l'Etat du Nigeria affirme avoir arrêté des extrémistes, le groupe continue de lancer des attaques depuis les régions frontalières avec le Cameroun avec le même mode opératoire.

Ces frontières restent poreuses du fait des litiges entre les deux pays qui se sont engagés à finaliser la délimitation de ces frontières terrestres d'ici 2025, en accord avec les recommandations de l'ONU. Malgré les conflits territoriaux sur un segment de 36km, le Cameroun et le Nigéria ont convenu de collaborer sur l'exploitation des hydrocarbures le long de leur frontière maritime.

Sur le plan économique, pour atténuer la pression sociale, le Président nigérian, Bola Tinubu a plus que doublé le salaire minimum pour les employés fédéraux et les fonctionnaires en réponse à la flambée du coût de la vie. Selon Amnesty International, les manifestations ont fait au moins 21 morts, au moment où les autorités Nigérianes décomptent 13 morts.

Durant ces protestations, les forces de défense et de sécurité ont été accusées de violence envers les protestataires. Bien que des enquêtes soient en cours, les autorités policières et militaires nient toute responsabilité. Cependant, la police nigériane a annoncé mardi l'arrestation de plus de 90 manifestants dans le Nord du pays, dont certains brandissaient des drapeaux russes. Ce geste a été critiqué par l'armée nigériane qui y voit une ingérence Russe ; ce qui explique l'ouverture d'une enquête par les services de renseignement intérieur du Nigeria (DSS) sur l'origine de la fabrication de ces drapeaux. Toutefois, l'Ambassade de la Russie au Nigeria a nié toute implication de quelque manière que ce soit dans ces manifestations.

Malgré ces efforts, des manifestations ont éclaté dans plusieurs villes pour protester contre la mauvaise gouvernance et la hausse du coût de la vie. A la suite de ces manifestations survenues dans le Nord du pays, des actes de vandalisme ont également été signalés. La police est intervenue pour disperser les manifestants, mais ces derniers continuent d'exiger l'annulation de certaines réformes, comme la suspension des subventions aux carburants. L'achat d'un nouvel avion présidentiel en pleine crise économique n'arrange en rien la situation sociale.

C'est dans ce contexte que le Président nigérian Bola Tinubu a appelé dimanche 4 août 2024 à un dialogue afin de mettre fin aux manifestations qu'il qualifie de "politiques". Cependant, les manifestants, mécontents de l'absence de réponses à leurs revendications, ont rejeté cet appel. Alors que les Nigériens continuent de dénoncer la mauvaise gouvernance et la vie chère, la police a averti qu'elle réprimera toute nouvelle manifestation. Malgré cela, le mouvement « End Bad Governance » prenant de l'ampleur au Nigeria, maintient ses manifestations.

**Avec les contributions de :**

Mbassa Thioune  
Kensio Akpo  
Adji Awa Samb  
Bocar Guiro  
Sidy Dieng  
Babacar Diop  
Maguette Pouye (stagiaire)

**Design :** Thiané Thiam

**Sous la validation du** Dr. Bakary Sambe

